

economiesuisse

economiesuisse

→ **Le lien entre la**

politique, l'économie

et la société

PORTRAIT

Sommaire

01

Interview

Pour un échange ouvert entre économie et société

02

Enjeux majeurs

Nous nous engageons dans ces domaines pour un avenir prospère

03

Composition d'économie suisse

Nous fédérons les intérêts des milieux économiques – des PME aux grandes sociétés

04

Notre travail

Nous accompagnons les processus de décision politiques de A à Z

05

Reportage

Regard dans les coulisses de nos campagnes de votation

06

Organisation

Une organisation faîtière intégrant tous les membres et toutes les régions

07

Réseau international

Comme l'économie suisse, nous travaillons aussi au-delà des frontières



LA STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE

Le succès économique se construit dans un environnement favorisant les investissements à long terme: sécurité juridique, stabilité sociale et politique ainsi que politique monétaire indépendante.



UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ PERFORMANTE

Les bonnes idées peuvent s'imposer en Suisse, l'offre de biens et services est vaste. L'État a l'importante responsabilité de promouvoir la concurrence, aussi hors de nos frontières.



LA LIBERTÉ D'ENTREPRENDRE

L'essor économique repose sur l'esprit d'entreprise. Les entreprises ont besoin du maximum d'espace de liberté pour se développer.



UN ACCÈS DIRECT AUX MARCHÉS MONDIAUX

En tant que nation exportatrice, la Suisse a besoin d'un accès facilité aux marchés étrangers. Accords de libre-échange et accords bilatéraux fixent le meilleur cadre possible à cet égard.



UN SYSTÈME ÉDUCATIF ET UNE RECHERCHE DE POINTE

L'excellence de la formation et de la recherche est une des clés du progrès. Pour la Suisse, l'innovation est la plus précieuse des matières premières.



DES POLITIQUES FINANCIÈRE ET FISCALE COMPÉTITIVES

Des finances publiques saines renforcent la confiance dans la place économique. Globalement, la Suisse a bien fait les choses dans ce domaine. Cela vaut aussi pour sa politique fiscale, qui mise sur un système axé sur la concurrence.

Neuf facteurs de succès clés

Pour faire pousser une plante, il faut un terreau fertile, de l'eau et du soleil. Notre économie a, elle aussi, besoin d'un environnement de qualité. Quand toutes les conditions sont réunies, les rouages s'imbriquent parfaitement, le moteur tourne et la Suisse avance vers le succès.



DES INFRASTRUCTURES PERFORMANTES

Mettre à disposition des infrastructures performantes et autofinancées est une tâche commune de l'État et de l'économie.



DES MARCHÉS DE L'EMPLOI LIBRES ET OUVERTS

Un marché du travail ouvert et flexible contribue de manière significative à la prospérité de la Suisse. Pour qu'il fonctionne, les entreprises doivent pouvoir accéder à la main-d'œuvre. Un partenariat social équitable est également nécessaire.



UN APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE SÛR ET COMPÉTITIF, ET UNE PROTECTION EFFICACE DE L'ENVIRONNEMENT

Un approvisionnement en énergie fiable et abordable, ainsi qu'un environnement préservé sont indispensables. Les ressources naturelles doivent être utilisées avec discernement.



UN APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE SÛR ET COMPÉTITIF, ET UNE PROTECTION EFFICACE DE L'ENVIRONNEMENT

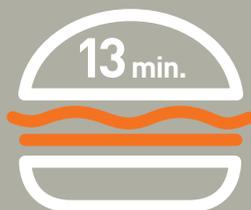


DES MARCHÉS DE L'EMPLOI LIBRES ET OUVERTS



DES INFRASTRUCTURES PERFORMANTES

L'économie est utile à tout le monde !



À Zurich, il faut travailler en moyenne
13 minutes pour se payer un Big Mac.
À Paris 16 minutes, à Mexico 48 minutes
et à Delhi 65 minutes.



Les Suisses sont le peuple
qui se sent le plus heureux.

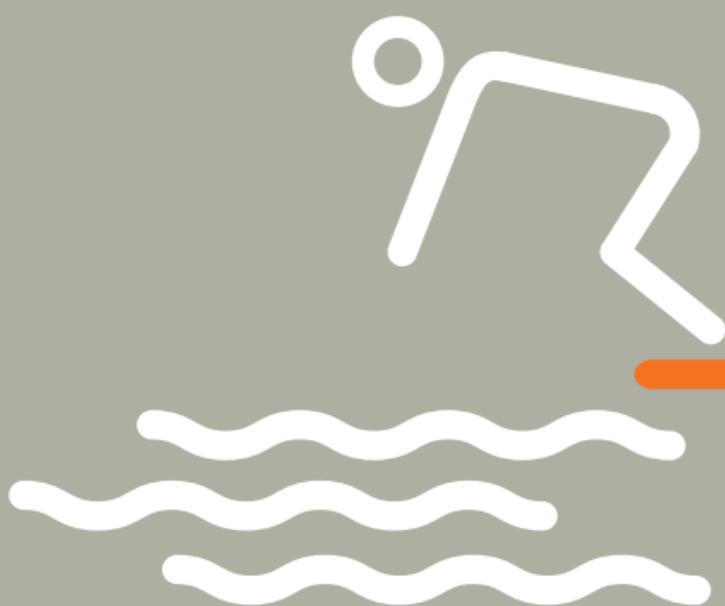


5241

Notre réseau ferroviaire –
le plus dense au monde – s'étend
sur 5241 km !



Sept hautes écoles suisses figurent
parmi les 150 meilleures
hautes écoles à l'échelle mondiale.



Depuis les années 1970, la concentration de phosphore des lacs suisses a fortement diminué. Aujourd'hui, on peut se baigner dans tous les lacs et toutes les rivières.



Numéro 1 en matière de compétitivité.



41 588

En 2014, 41 588 entreprises ont été créées en Suisse.



LA STABILITÉ
MACROÉCONOMIQUE



UNE ÉCONOMIE
DE MARCHÉ
PERFORMANTE



**L'économie,
c'est nous tous.**



LA LIBERTÉ
D'ENTREPRENDRE

UN ACCÈS DIRECT AUX
MARCHÉS MONDIAUX



DES POLITIQUES
FINANCIÈRE ET FISCALE
COMPÉTITIVES



UN SYSTÈME ÉDUCATIF
ET UNE RECHERCHE
DE POINTE



→ Pour un échange ouvert entre économie et société

Interview: **Pascal Ihle**



**«À l'économie, j'associe
courage, ouverture
et capacité d'innovation»**

MONIKA RÜHL

Directrice d'économiesuisse

QUE FAUT-IL POUR QUE LES PRÉ-OCCUPATIONS DES MILIEUX ÉCONOMIQUES SOIENT ENTENDUES? ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT, HEINZ KARRER, ET LA DIRECTRICE D'ECONOMIESUISSE, MONIKA RÜHL, SUR LA CONFIANCE ET LA SENSIBILITÉ POUR LES PARTICULARITÉS HELVÉTIQUES.

Qu'associez-vous au terme d'«économie»?

Monika Rühl: J'y associe courage, esprit d'entreprise, ouverture, orientation vers les exportations et capacité d'innovation. Autant de qualités que possèdent les entreprises suisses, ce que je trouve extraordinaire.

Vous avez donné des qualificatifs très positifs, pourtant depuis quelques années, le public se montre méfiant à l'égard de l'économie. Pourquoi?

Heinz Karrer: Je constate que, d'une manière générale, la confiance de la population dans les grandes institutions politiques, militaires, ecclésiastiques et économiques a diminué.

Comment l'expliquer?

H. Karrer: Entre autres par la prospérité, la numérisation de notre monde et l'individualisation de notre société. L'érosion de la confiance dans ces institutions m'inquiète, car elles sont vitales pour la cohésion du pays. Il nous tient donc à cœur de raviver la confiance dans l'économie.

M. Rühl: Cette désagrégation est aussi due au fait que l'économie est ressentie comme quelque chose d'abstrait et que l'on prend trop peu conscience de la force positive dégagée par les milliers d'entreprises qui la composent.

Que peut faire economiesuisse?

M. Rühl: Nous devons montrer que nous faisons tous partie de l'économie et qu'elle nous concerne très directement. Nous devons raconter encore mieux les exploits des entreprises et expliquer comment le système profite à tout un chacun.

Comment comptez-vous procéder concrètement? L'économie suisse est tellement hétérogène.

H. Karrer: Il en a toujours été ainsi. L'ouverture au monde et le commerce avec d'autres nations font partie de l'identité de la Suisse. De nombreuses entreprises ont compris très tôt que, pour réussir, elles devaient exporter. Ce sont ces qualités et l'importance du libre-échange que nous devons mettre en exergue, tout comme l'interaction positive et souvent profitable entre les groupes mondiaux et les PME, entre les multinationales et les entreprises nationales, qui sont également des fournisseurs.



L'un des problèmes est pourtant que de nombreux dirigeants ne sont pas d'origine suisse et n'ont pas cette identité typiquement helvétique.

M. Rühl: Il faut peut-être encore davantage intensifier les échanges – ce pour quoi economiesuisse offre d'ailleurs une excellente plate-forme.

Il manque des femmes et hommes entrepreneurs prêts à s'exposer sur les plans économique et social.

H. Karrer: C'est vrai, même si des personnalités du monde économique se sont davantage exposées et exprimées ces derniers temps. À mon sens, cela montre une sensibilité grandissante pour la Suisse. Notre objectif doit être d'associer encore plus

d'entrepreneurs et de dirigeants au débat fondamental: quel cadre faut-il à l'économie suisse? Que faire pour préserver des emplois et en créer de nouveaux ou encore comment maintenir la capacité d'innovation des entreprises et de la société?

Peut-on dire que le choc provoqué par l'initiative contre les rémunérations abusives du conseiller aux États Thomas Minder a été nécessaire pour relancer le dialogue sur la politique économique?

M. Rühl: Ce n'est pas seulement cela. Nous vivons une époque d'incertitudes: on peut mentionner le franc fort, les relations entre la Suisse et l'UE, l'imposition des entreprises, la prévoyance vieillesse et, surtout, la mise en œuvre de l'initiative «contre l'immigration de masse». Ce dernier élément en

« Nous devons impliquer encore plus d'entrepreneurs dans les débats »

HEINZ KARRER

Président d'economiesuisse





a poussé beaucoup à parler publiquement de leurs préoccupations et de leurs besoins. L'ambiance de renouveau est perceptible chez les entreprises, qui veulent s'engager davantage en faveur de la place économique suisse.

Le lobbyisme gagne du terrain au Palais fédéral. Les entreprises se joignent les services de spécialistes RP et les agences de communication sont de plus en plus grandes et puissantes. N'est-ce pas une motion de censure à l'encontre des associations économiques ?

M. Rühl: Nos positions sont élaborées avec le plus grand soin et avec la participation de nos membres. Nous avons sept commissions thématiques permanentes et une trentaine de groupes de travail. Aucune agence n'offre de telles prestations. De plus, economiesuisse couvre un large spectre de thèmes.

L'économie suisse est tiraillée entre les intérêts nationaux et la concurrence mondiale, par exemple pour le secret bancaire, les accords bilatéraux et la libre circulation des personnes. Peut-elle faire ce grand écart ?

M. Rühl: La Suisse est rompue à cette discipline depuis plus de 150 ans. La situation n'a donc rien d'inhabituel. Par ailleurs, les tensions sont aussi bénéfiques et induisent souvent une réorientation. Il nous faut cependant expliquer notre dépendance des autres et notre position dans le réseau global de libre-échange et de commerce extérieur. Cela nous permettra de réussir ici et ailleurs.

Comment fonctionne votre collaboration ?

H. Karrer: Nous avons une manière similaire d'aborder les problèmes – de manière structurée et sans précipitation. Une fois que nous avons pris une décision, nous nous y tenons. Nous avons des échanges profonds et réguliers. Être deux pour représenter notre association est un avantage.

M. Rühl: Nous travaillons en tandem et cela fonctionne parfaitement.



→ Neuf thèmes clés décisifs pour l'avenir de l'économie suisse

NOUS FAISONS ENTENDRE LA VOIX DE L'ÉCONOMIE DANS TOUTES LES SPHÈRES POLITIQUES OÙ DES CONDITIONS-CADRE IMPORTANTES POUR ELLE SONT DÉCIDÉES

THÈME
CLÉ

POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

→ L'économie suisse a une vocation internationale: elle est présente sur tous les continents avec ses biens, ses services et ses investissements. Cela nécessite une politique économique extérieure capable d'assurer un accès aux marchés si possible sans obstacles. En tant que petit État, la Suisse a aussi tout intérêt à ce que les relations commerciales ne soient pas régies par la loi du plus fort, mais fondées sur des normes internationales mises en œuvre par des institutions comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Située au cœur de l'Europe, la Suisse se doit en outre de vivre en bonne intelligence avec les États de l'Union européenne. Pouvoir accéder sans restriction au marché intérieur de l'Europe et à ses 500 millions de consommateurs est indispensable pour les entreprises suisses. Pouvoir embau-

LE PEUPLE NE DOIT PAS SE PRONONCER SUR CHAQUE TRAITÉ

L'initiative «Accords internationaux: la parole au peuple» demandait le vote systématique pour les traités internationaux signés par la Suisse. Cela aurait décuplé le nombre de scrutins. À l'issue d'une âpre campagne, le projet a été refusé par 75,3 % de l'électorat en juin 2012.

cher de la main-d'œuvre européenne bien formée est tout aussi important car, sans elle, la croissance des dernières années n'aurait pas été possible. Nous nous engageons donc en faveur d'une politique européenne constructive qui respecte la souveraineté de la Suisse tout en contrant clairement les tendances à l'isolement.

THÈME CLÉ

POLITIQUE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

→ Dans le quotidien politique, marqué par des décisions rapides et tactiques, la vision économique globale passe souvent au second plan. D'où l'importance d'un [cadre de référence réglementaire](#) qui sert de boussole pour des décisions libérales favorables à l'économie. Son respect se reflète dans la politique monétaire, par exemple, car seule une banque centrale indépen-

UNE INITIATIVE QUI N'EST PAS EN OR

En novembre 2014, le peuple suisse a rejeté l'« initiative sur l'or » par 77,3% de non. Le projet aurait fortement limité la marge de manœuvre de la Banque nationale suisse. Nous l'avons combattu avec succès.

dante est crédible lorsqu'elle applique des décisions monétaires et de taux. Nous nous engageons afin que ce principe ne soit pas remis en question, même en temps de crise.

D'une manière générale, le succès de l'économie suisse indique si le cadre économique a été fixé avec pertinence. La croissance du produit intérieur brut est un précieux indicateur d'une politique économique judicieuse. Grâce aux nombreux membres de l'organisation faîtière que nous sommes, nous identifions clairement les évolutions en cours et les intégrons dans nos prévisions conjoncturelles semestrielles. Pour *economiesuisse*, il ne fait aucun doute que la [croissance économique](#) doit être durable et qu'elle doit soutenir le développement de la Suisse dans son ensemble.

THÈME CLÉ

FINANCES

→ En comparaison internationale, le déficit public de la Suisse est modéré, grâce notamment à l'introduction d'un [frein à l'endettement](#). Cet instrument calme les ardeurs de la politique dans les périodes fastes, afin de garantir les prestations fondamentales de l'État aussi dans les périodes difficiles. La Suisse est ainsi l'un des rares pays à avoir réduit son endettement, malgré la crise financière et économique. Cela a allégé le poids des intérêts passifs, un effet secondaire bienvenu pour étendre la marge de manœuvre de la Confédération.

Nous soutenons une application plus vaste du frein à l'endettement. Dans le domaine des assurances sociales surtout, la Suisse devra tôt ou tard en introduire un afin que des réformes soient initiées à temps si la situation financière devenait critique ou, mieux encore, pour éviter d'en arriver là. L'exemple de l'AI montre à quelle vitesse une assurance sociale peut s'endetter à hauteur de plusieurs dizaines de milliards. Voilà pourquoi il importe que l'État examine régulièrement ses tâches.

NOS PRESTATIONS

- Nous prenons position sur des questions économiques d'actualité.
- Nous réalisons des études et analyses, et fournissons des informations de fond.
- Nous publions régulièrement des prévisions conjoncturelles détaillées.

« Sensibiliser l'opinion publique
aux rouages de l'économie
est une activité captivante »

RUDOLF MINSCH, chef économiste (à gauche), en conversation avec
RETO LIPP, présentateur de l'émission ECO de la SRF

ECO SRF
SPEZIAL

FISCALITÉ

→ La concurrence fiscale fonctionne aux échelons cantonal et communal, raison pour laquelle la Suisse offre une fiscalité attrayante pour les entreprises comme pour les particuliers. Cet atout n'est cependant pas gravé dans le marbre. [La concurrence mondiale entre les places économiques](#) et la pression internationale sur le système fiscal suisse se sont nettement intensifiées ces dernières années. Notre pays ne peut pas totalement se soustraire à ces tendances. Certains ajustements législatifs s'imposent. En même temps, la Suisse doit poursuivre sa politique fiscale active et l'optimiser partout où cela est possible.

Cette politique ne doit cependant pas bénéficier aux seuls particuliers et sociétés qui s'installent en Suisse, mais aussi et surtout à ceux qui y sont déjà établis. Nous travaillons donc à une simplification de la TVA et soutenons des [allègements fiscaux](#) en faveur non seulement de branches spécifiques, mais de toute la place économique.

LE FÉDÉRALISME FISCAL RESTE INTACT

Le fédéralisme fiscal fait l'objet d'attaques récurrentes. À l'occasion de différentes votations, le peuple a cependant confirmé son attachement à ce principe. En juin 2015, par exemple, il a refusé fermement l'initiative sur l'imposition des successions, par 71 % de non.

INFRA-
STRUCTURES

→ La Suisse peut se targuer d'avoir d'excellentes infrastructures ferroviaires, routières et aéronautiques, mais aussi dans les domaines des télécommunications et des services postaux. Il n'est dès lors pas étonnant que, interrogées sur les principaux [atouts de la place économique](#) suisse, les entreprises internationales citent souvent ses infrastructures solides et fiables. Cela ne va pas de soi. Il apparaît aujourd'hui que certains domaines, des trafics routier et ferroviaire notamment, ont trop longtemps été négligés. Les heures d'embouteillage croissantes et les trains régionaux bondés en sont les signes les plus visibles.

Maintenir le bon niveau actuel pour les décennies à venir nécessitera d'importants investissements. Le financement des développements doit être transparent et respecter le principe de causalité. Il importe également de favoriser la concurrence car, comme le montre l'expérience, la [desserte de base](#) peut être garantie même si les prestations ne sont pas fournies systématiquement par des entreprises publiques ou proches de l'État.

RÉGLEMENTATION

→ Fixer des conditions-cadre optimales pour tous les secteurs économiques est très complexe et nécessite une grande habileté politique. Les jalons législatifs doivent garantir la sécurité juridique et la transparence tout en préservant une liberté d'entreprendre maximale. Celle-ci souffrirait d'une réglementation tentant de couvrir tous les risques envisageables, ce qu'illustre le droit des sociétés. Au lieu de s'immiscer toujours plus dans l'organisation et les activités des entreprises, l'État doit créer un cadre optimal permettant à la Suisse de se positionner comme un site d'implantation attrayant, fiable et – surtout – irrécusable sur le plan juridique.

NORMES POUR DES ENTREPRISES RESPONSABLES

Depuis 2002, le Code suisse de bonne pratique fait autorité pour une conduite responsable des entreprises en Suisse. Nous adaptons ces recommandations aux évolutions, avec le concours de nos membres ; la dernière révision date de 2014. L'économie prouve ainsi qu'elle sait assumer activement ses responsabilités dans ce domaine primordial.

Le thème de la réglementation acquiert une dimension internationale. Dans la concurrence internationale entre places économiques, la Suisse ne peut pas créer sa propre solution pour répondre à chaque problème. Ce qu'il faut, c'est un cadre législatif flexible et moderne qui se fonde sur les normes internationales, mais ne les reprenne pas sans les remettre en question.

ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

→ La protection du climat nous concerne tous et l'économie suisse montre l'exemple. En misant sur des mesures volontaires, elle s'est engagée avec succès sur la voie de la réduction des émissions de CO₂ et la poursuit résolument. Dans ce domaine, l'innovation est payante à plus d'un titre: les processus ménageant les ressources réduisent les coûts des entreprises et certaines idées ont un potentiel commercial. La Suisse figure ainsi au nombre des quelques pays qui ont su décorrélérer leur croissance économique et leurs émissions de gaz à effet de

serre. Cela vaut également pour la consommation d'énergie.

La couverture des futurs besoins énergétiques constitue néanmoins l'un des plus grands défis politiques. Nous défendons un approvisionnement en énergie respectueux de l'environnement, fiable et abordable, au-delà des décisions pour ou contre certaines technologies. Cela passe notamment par le maintien de la Suisse dans le marché de l'électricité européen.

THÈME CLÉ

CONCURRENCE

→ La concurrence est le pilier central de l'économie de marché. Elle ne peut fonctionner que si les mêmes règles de jeu sont imposées à tous les acteurs économiques, de manière efficace et appropriée. Il subsiste des domaines – à l'instar du secteur fortement réglementé de la santé – dans lesquels l'État est simultanément acteur économique et arbitre. Le cumul des rôles aboutit souvent à des solutions peu satisfaisantes, il entrave la concurrence et il étouffe ainsi

l'innovation. Dans le domaine économique, l'État devrait se cantonner à un rôle subsidiaire, comme le prévoit d'ailleurs la Constitution fédérale.

Tous domaines économiques confondus, nous soutenons une concurrence obéissant à des règles transparentes et donc aussi la suppression d'entraves au commerce, de monopoles d'État et de subventions faussant les prix. Si elle entend rester durablement dans le peloton de tête, la Suisse se doit d'être une place qui encourage la concurrence et l'esprit d'entreprise.

THÈME CLÉ

FORMATION ET RECHERCHE

→ Pour l'économie et la société, le système de formation joue un rôle absolument fondamental. Que ce soit la Suisse politique, culturelle ou économique, aucune n'existerait sans une relève bien formée et innovante. La qualité élevée de l'école obligatoire et le système de formation dual ont permis à la Suisse de croître et de s'affirmer. Dans ce domaine, des années s'écoulaient avant que des décisions ou omissions politiques déploient pleinement leurs effets, comme on le constate aujourd'hui avec la pénurie chronique de main-d'œuvre spécialisée dans les domaines des mathématiques, de l'informatique, des sciences naturelles et de la technique (MINT).

La politique en matière de recherche et d'innovation doit être axée sur le long terme. On ne peut pas planifier les découvertes et les bonnes idées, mais il est possible de les favoriser en créant un environnement stable

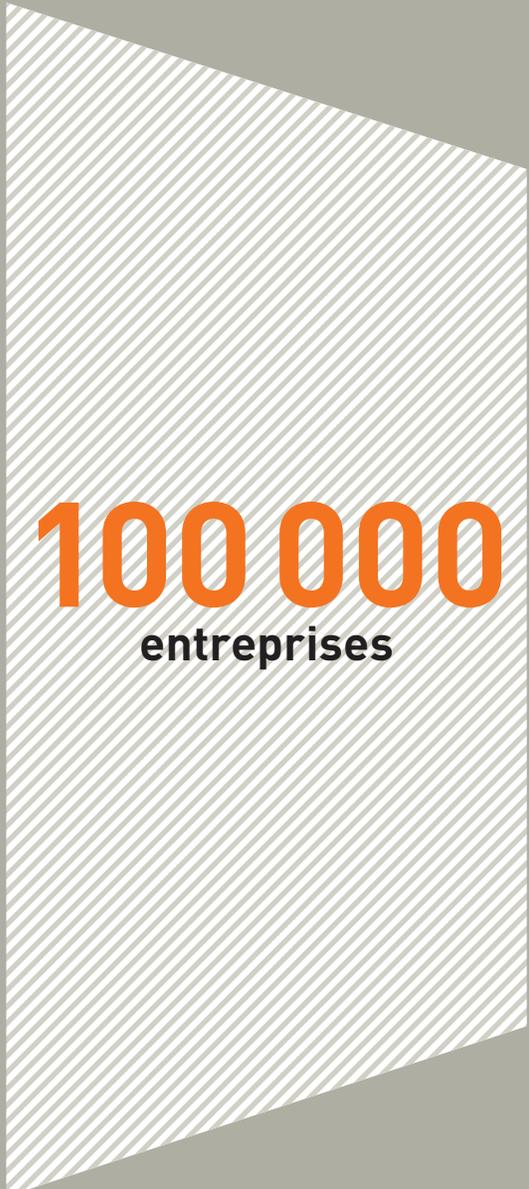
PLAN D'ÉTUDES MODERNE POUR L'ÉCOLE OBLIGATOIRE

Le Plan d'études 21 définit les objectifs de l'école obligatoire communs à tous les cantons de Suisse alémanique. En 2014, le premier projet ne nous avait pas convaincu car les questions économiques étaient ignorées ou très idéologiques. Par voie de consultation, nous avons obtenu la rectification de ces points importants.

sur la durée et en offrant une marge de manœuvre étendue. Les jalons actuels sont judicieux et la Suisse est considérée, depuis des années, comme l'un des pays les plus innovants. Nous nous employons à ce que cela reste ainsi, pour continuer à faire partie de l'élite mondiale.



2 mio.
d'emplois



100 000
entreprises

20

**Chambres
de commerce et
d'industrie**

100

**associations
de branche***

50

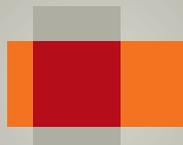
membres individuels

economiesuisse: l'organisation faîtière de l'éco- nomie suisse

Nous faisons le lien entre les associations sectorielles, les Chambres de commerce, les PME et les groupes d'entreprises de tout le pays.

1

organisation faîtière



economiesuisse

* Construction, industrie, électronique, biens de consommation, matières plastiques, machines, métaux, denrées alimentaires, papier et carton, pharma, tabac, textiles et habillement, montres, emballages, ciment, assurances, banques, services de conseil, formation, commerce de détail, services aux entreprises, énergie, santé, commerce, hôtellerie, ingénierie, informatique, communication et médias, logistique, télécommunications, divertissement, trafic, gestion de fortune, publicité

→ Encadrer étroitement et de A à Z les processus de décision

CHAQUE PHASE NÉCESSITE UNE APPROCHE DISTINCTE POUR RÉUSSIR À FAIRE VALOIR NOS INTÉRÊTS DANS LE CIRCUIT POLITIQUE. C'EST NOTRE SPÉCIALITÉ.

nés au même degré, ni forcément du même avis. Les questions controversées sont donc discutées ouvertement dans les organes dirigeants, pour une démarche encore plus affirmée reposant sur la position consolidée de l'économie suisse. Vient ensuite le travail de persuasion, d'abord dans les commissions parlementaires, puis devant le Parlement et enfin, de plus en plus, auprès de l'opinion publique.

→ PHASE I LANCEMENT D'UNE IDÉE

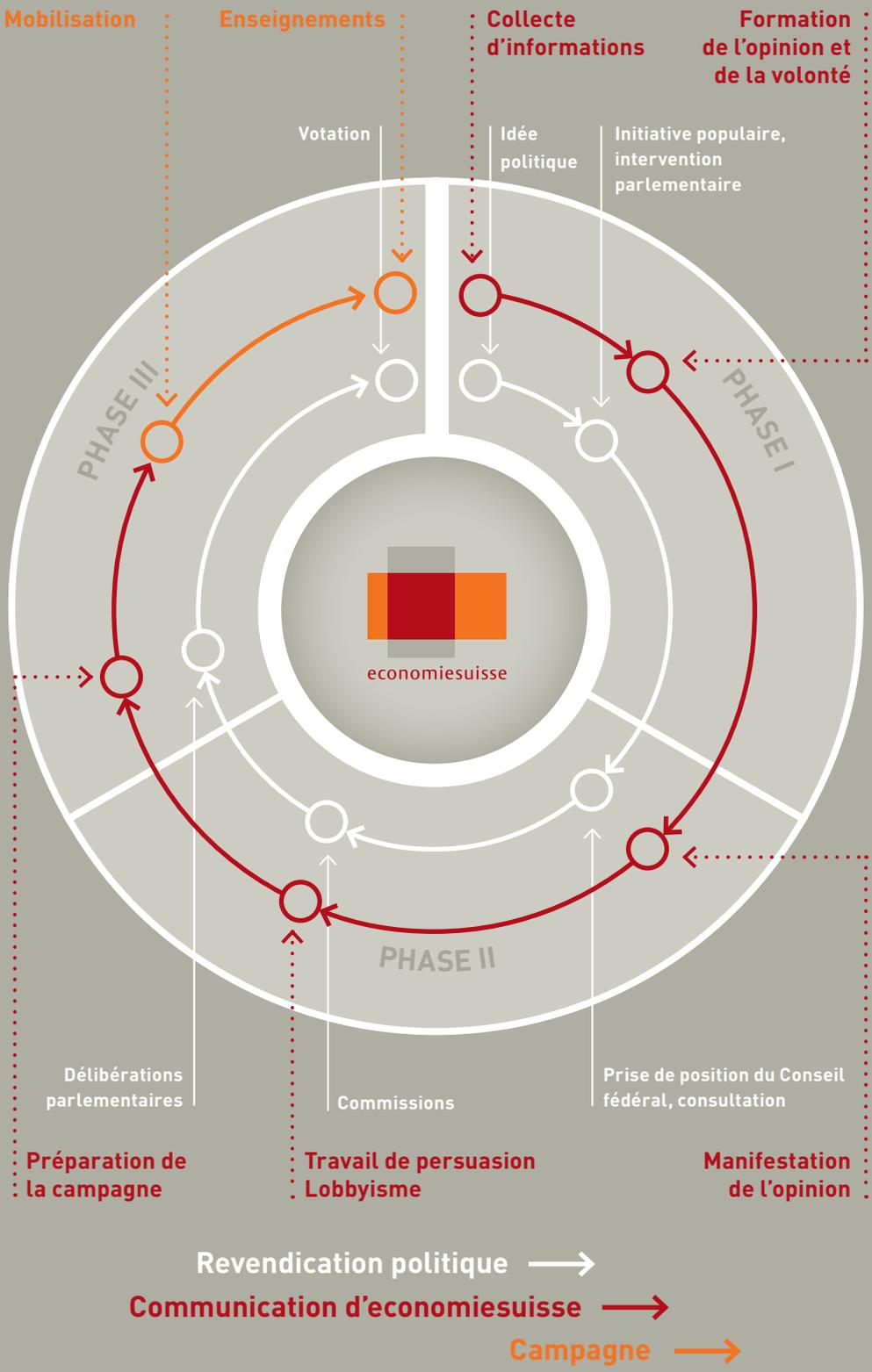
Au début du processus politique, il y a une revendication sous la forme d'une pétition, d'une intervention parlementaire ou d'une initiative populaire. Force est de constater que celle-ci trouve régulièrement son origine à l'extérieur de la Suisse. Economiesuisse entre en lice dès que les conditions-cadre économiques sont touchées. Nos spécialistes analysent la situation, rassemblent les faits et échangent avec des experts des commissions spécialisées et de l'administration.

→ PHASE II FINITIONS AU PALAIS FÉDÉRAL

Lorsqu'un projet est mis en consultation, nos membres s'impliquent encore davantage. Souvent, ils ne sont pas tous concer-

→ PHASE III EN MODE CAMPAGNE

Les préparatifs d'une campagne débutent avant même le vote final au Parlement. Il faut définir des stratégies, élaborer des argumentaires et former des alliances. Environ huit semaines avant le vote aux urnes, la campagne proprement dite devient visible: sites Internet, affiches, flyers, cartes postales, annonces, courts métrages, débats et actions sur le terrain, parmi bien d'autres mesures. Les messages sont affûtés car il s'agit d'obtenir non plus des compromis, mais un oui ou un non. Le dimanche de votation, la satisfaction côtoie souvent la déception. Mais quels que soient les résultats, ils sont analysés pour en tirer les enseignements qui s'imposent, car d'autres votations suivront.



NOS PRESTATIONS

- Nous faisons valoir la position consolidée de l'économie suisse dans les processus politiques.
- Nous mettons en rapport les milieux économiques, les décideurs et les autorités.
- Nous organisons des délégations économiques dans tous les pays ayant des relations avec la Suisse.

« Pour pouvoir faire le lien entre l'économie, la politique et l'administration, il faut de la confiance et un réseau solide »

JAN ATTESLANDER, responsable Politique économique extérieure (à gauche), en discussion avec l'Ambassadeur **HENRI GÉTAZ**, directeur de la Direction des affaires européennes (DAE)

→ Campagnes de votation: des puzzles de milliers de pièces

EN SUISSE, LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES IMPORTANTES SE DÉCIDENT SOUVENT DANS LES URNES. LES CAMPAGNES DE VOTATION CONSTITUENT DONC UN ASPECT CLÉ DE NOTRE TRAVAIL.

→ Tous les trois mois, les électeurs suisses sont appelés à se prononcer sur des questions politiques fondamentales après avoir approfondi le sujet. En amont du vote, les campagnes les accompagnent, les informent et les influencent – parfois aussi, elles amusent ou irritent. Quelles sont les conditions à remplir pour une campagne de votation réussie ? Selon Roberto Colonnello, responsable de l'équipe de campagnes d'économiesuisse, voici les points essentiels: «La bonne stratégie, des arguments et des porte-parole convaincants, de la crédibilité et beaucoup d'engagement.»

« Une campagne réussie, c'est beaucoup d'engagement »

ROBERTO COLONNELLO
Responsable Campagnes



Comme tout, cela prend du temps; les préparatifs tournent déjà à plein régime quand un projet est encore délibéré au Parlement. La priorité est donnée à un état des lieux approfondi: quels sont les chances, les pièges et les difficultés ? Quelles sont les alliances possibles et comment organiser la coopération avec ces partenaires ? Il est primordial que les arguments clés soient défendus par des personnalités et organisations considérées comme hautement crédibles sur le sujet: politiciens ou entrepreneurs, experts ou partis, associations ou tout autre groupe d'intérêt.



Faire participer activement les électeurs

Parallèlement, il faut trouver et affiner les arguments adéquats. Or ce qui convaincra les uns semblera accessoire à d'autres. Les arguments pour et contre doivent dès lors passer l'épreuve des sondages et discussions de groupes avant d'être utilisés dans le débat public. Ils sont le bois dans lequel seront taillées les flèches des messages, chacune affûtée afin d'atteindre sa cible selon la stratégie définie. À ce stade de la campagne, les agences de communication entrent en jeu pour aider à affiner les messages et élaborer les affiches.

Une affiche doit-elle être menaçante ou véhiculer un message positif? Le choix d'une image ou d'un texte et son développement s'effectuent en étroite collaboration avec les agences. C'est le cas également de l'adaptation aux différents moyens de communication: flyers, cartes postales, affiches et Internet. Ce dernier canal gagne toujours plus en importance pour les campagnes. Les médias sociaux permettent un échange intense avec les électeurs qui, idéalement, diffusent les messages et participent activement au processus. Au final, ce ne sont pas les moyens publicitaires mis en œuvre, mais les personnes qui s'engagent qui font la différence.

Engagement jusqu'au dernier jour

Deux ou trois mois avant la date de vote, la campagne devient visible pour l'opinion publique aux échelles régionale et nationale. Grâce à un réseau efficace de relais, nos campagnes sont menées dans tous les cantons, avec formation de comités et organisation d'événements. Le travail médiatique prend ici une dimension essentielle, car le meilleur argument ne pèse pas lourd s'il n'est pas repris à la télévision, sur Twitter, dans un éditorial ou un courrier de lecteur. À ce stade, il s'agit de participer activement au débat public et d'informer les électeurs via tous ces canaux, puis – par une ultime mobilisation générale – de les amener à aller effectivement voter le jour J.



NOS PRESTATIONS

- Nous informons nos membres des dernières évolutions en matière de politique économique.
- Nous élaborons des positions largement représentatives dans nos comités et commissions d'experts.
- Nous offrons une plate-forme efficace dans la représentation d'intérêts à Berne.



« Les échanges directs avec les entrepreneurs me motivent à lutter pour de meilleures conditions-cadre jour après jour »

CRISTINA GAGGINI, directrice romande, s'entretient avec **FRANÇOIS GABELLA**, CEO du groupe industriel LEM.

→ Contacts directs dans tout le pays

NOS QUATRE SIÈGES SUISSES
SONT COMPLÉTÉS PAR UNE
REPRÉSENTATION À BRUXELLES.



ZURICH

Le siège principal d'économiesuisse se trouve à Zurich, dans un bâtiment appelé «Haus der Wirtschaft». Cette maison de l'économie est à proximité immédiate de l'Union patronale suisse. Les deux associations faîtières se complètent idéalement et collaborent étroitement.



BERNE

Si on souhaite accompagner les importants processus de décision politiques, il faut être présent à Berne. C'est pourquoi economiesuisse possède un bureau dans la capitale fédérale. Sa mission consiste à soigner le contact direct avec les membres de l'Assemblée fédérale et à garantir les échanges d'informations entre le Parlement, l'administration et l'économie.



GENÈVE

economiesuisse est aussi bien présente en Suisse romande. L'équipe genevoise entretient les relations avec les membres, les médias, les autorités et les décideurs politiques de tous les cantons romands.



LUGANO

Le bureau d'économiesuisse à Lugano est l'antenne transalpine pour les entreprises et responsables politiques italophones. Il entretient également de bonnes relations avec les organisations économiques du nord de l'Italie ainsi qu'avec la Chambre de commerce suisse à Milan.



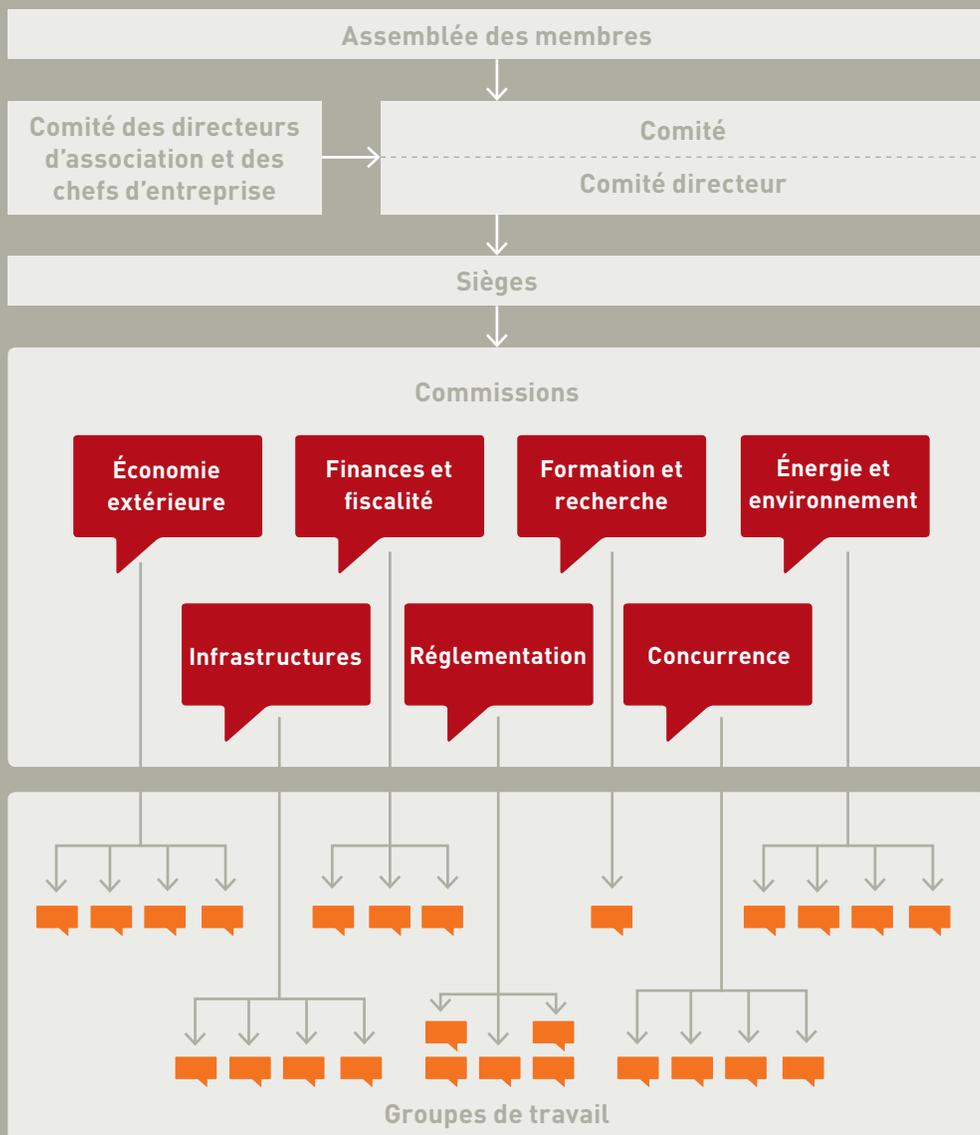
BRUXELLES

Le bureau de Bruxelles permet à economiesuisse de rester en contact étroit avec des associations partenaires d'autres pays et d'avoir un bon aperçu des processus de décision économiques au sein de l'Union européenne.



Positions largement représentatives

Nos stratégies comme nos activités sont soutenues par les milieux économiques suisses, sur une base démocratique. Nos membres peuvent s'investir dans le cadre de nos organes, ils participent aux procédures de consultation internes et s'engagent dans les commissions spécialisées et les groupes de travail.





NOS PRESTATIONS

- Nous conseillons les parlementaires de manière compétente sur des thèmes économiques.
- Nous représentons les positions de l'économie dans le processus de décision politique.
- Nous organisons des ateliers médias pour des acteurs politiques.

« Dans la salle des pas perdus comme ailleurs, nous défendons les intérêts de l'économie – de manière compétente, responsable et transparente »

STEFAN VANNONI, responsable suppléant Politique économique générale et formation, sur le chemin du Palais fédéral

→ La Suisse mène sa politique économique sur tous les continents

LES CONDITIONS-CADRE ÉCONOMIQUES NE SE DÉCIDENT PLUS UNIQUEMENT SUR LE SOL SUISSE. NOUS INTERVENONS DONC ÉGALEMENT SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE.

→ L'Union européenne est de loin le premier partenaire commercial de la Suisse. Ses décisions en matière de politique économique touchent donc également les entreprises helvétiques. Conjointement avec l'Union patronale suisse, economiesuisse dispose d'une représentation à Bruxelles, qui sert d'office de liaison avec la fédération des industries européennes, BUSINESS-EUROPE, avec les services de la Commission européenne et avec la mission suisse auprès de l'UE et de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

571

mio.

Le volume, en **francs**, des marchandises que la Suisse exporte quotidiennement (2014)

173

mrd

Le volume, en **francs**, des investissements directs de la Suisse à l'étranger (2013)

2,97

mio.

Le nombre de **travailleurs** que les entreprises suisses emploient dans d'autres pays

Coopération auprès des organisations internationales

Nous entretenons des liens étroits avec d'autres organisations économiques du monde entier. La coopération est intense avec nos homologues européens, mais aussi avec les organisations de pays émergents comme l'Inde, la Russie ou le Vietnam. L'organisation faîtière de l'économie suisse est membre de BUSINESS-EUROPE, du Comité consultatif économique et industriel de l'OCDE (BIAC) et de la Chambre de commerce internationale (ICC). economiesuisse assure par ailleurs le secrétariat d'ICC Switzerland.

Délégations économiques dans le monde entier

En collaboration avec le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), nous organisons des délégations économiques de premier plan qui accompagnent des conseillers fédéraux et autres représentants de haut rang de l'administration fédérale lors de voyages importants à l'étranger.

SOURCES

Les chiffres et faits contenus dans la présente publication proviennent des institutions suivantes:

- Office fédéral de la statistique (OFS)
- Office fédéral de l'environnement (OFEV), 2014
- Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), University Rankings, 2014
- Startups.ch SA, 2015
- UBS, Prix et salaires, 2012
- ONU, World Happiness Report, 2015
- Forum économique mondial (WEF), Global Competitiveness Index, 2014

Pour connaître les sources détaillées, écrivez à:

info@economiesuisse.ch

Cette publication paraît en français, en allemand et en italien.

Composition et réalisation: Wirz Corporate AG, Zurich

Photographie: Hans Schürmann, Zurich

Impression: DAZ Druckerei Albisrieden, Zurich

Responsable de projet: Oliver Steimann, economiesuisse

Édition: Septembre 2015

© economiesuisse, 2015

economiesuisse

→ Notre action

L'économie, c'est nous tous.

Une économie florissante est le fondement de notre prospérité et d'une Suisse saine et forte. En tant qu'organisation faîtière, economiesuisse représente les intérêts d'une économie suisse axée sur la concurrence, interconnectée à l'échelle internationale et consciente de ses responsabilités.

À l'intersection entre les milieux politiques, les milieux économiques et la société, nous nous engageons en faveur d'un environnement optimal pour les entreprises suisses, des PME aux grands groupes. Nous représentons environ 100 000 entreprises et 2 millions d'emplois, dans toutes les branches et régions de Suisse.

Nous entretenons un dialogue ouvert, constructif, focalisé sur la recherche de solutions avec des acteurs économiques importants et la population suisse. Nous poursuivons des objectifs communs avec nos partenaires, y compris lors de votations populaires. Notre engagement en faveur de l'économie se fonde sur les principes d'une économie de marché libérale et d'une croissance durable.

Écrivez-nous !
info@economiesuisse.ch

Suivez-nous sur Facebook !
[www.facebook.com /economiesuisse.suisseromande](http://www.facebook.com/economiesuisse.suisseromande)

Suivez-nous sur Twitter !
www.twitter.com/economie_suisse

www.economiesuisse.ch/fr



economiesuisse

Fédération des entreprises suisses
1, carrefour de Rive
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3

economiesuisse

Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich

economiesuisse

Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach
CH-3000 Bern

economiesuisse

Federazione delle imprese svizzere
Corso Elvezia 16
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano

economiesuisse

Swiss Business Federation
168, avenue de Cortenbergh
B-1000 Bruxelles

economiesuisse.ch